

LE SOCIALISME

Causerie et infos en bref.

(Apprendre pour comprendre, comprendre pour agir. V. I. Lénine)

Le 20 mars 2026

La « gauche progressiste » est réactionnaire, où est passée la gauche révolutionnaire ?

Des extraits de l'article mis en ligne aujourd'hui - *Internationalisme sélectif : comment les préjugés façonnent le discours de LFI sur l'Iran* par Alain Marshal - 18 mars 2026

- Aux yeux de Mélenchon et de la « gauche progressiste », il faut renverser le régime iranien, même si cela implique de le renvoyer à l'âge de pierre, comme la Syrie et la Libye, en détruisant toutes ses remarquables réalisations depuis 1979 dans des domaines tels que la santé, l'éducation et les sciences. Des acquis obtenus malgré des sanctions paralysantes et des pressions extérieures persistantes, à l'instar de ce qu'a réalisé Cuba : amélioration spectaculaire de l'espérance de vie, expansion de l'enseignement médical et supérieur, croissance rapide de la production scientifique et de l'innovation, autosuffisance dans les secteurs pharmaceutique et de la haute technologie, etc. Peu importe qu'en Iran, les femmes représentent jusqu'à 70 % des diplômés en STIM (sciences, technologie, ingénierie et mathématiques), ou 50% des médecins ; mais, faut-il croire, elles ne seront pas « libres » tant qu'elles n'adopteront pas les mœurs occidentales (surtout vestimentaires, semble-t-il), et que des parades LGBT n'auront pas lieu à Téhéran — le même type de discours délirant qui est utilisé pour condamner le Hamas, et fait fi du caractère conservateur de la société palestinienne. Une telle cécité, un tel déni pur et simple du droit à l'autodétermination politique et culturelle des peuples d'Orient, sont scandaleux.

Mediapart, longtemps considéré comme l'un des principaux médias de gauche en France, ne prend même plus la peine de dissimuler ses allégeances atlantistes et sionistes, qu'il assume désormais ouvertement.

La grande tradition historique de solidarité internationale, qui conduisit autrefois des Françaises et des Français à risquer leur vie et à endurer la torture pour soutenir le FLN algérien (sans pour autant se croire autorisés à donner des directives quant à la nature de la société algérienne post-coloniale), n'existe plus. Au mieux, on peut s'attendre à ce que les « progressistes » et autres prétendus « révolutionnaires » mettent l'agresseur et la victime sur un pied d'égalité. En croyant vouer l'Iran aux poubelles de l'histoire, ils ne font que se disqualifier eux-mêmes, se plaçant à la traîne des peuples qui les ont déjà devancés sur le terrain de la conscience politique.

J-C - Faux amis, imposteurs, ce sont surtout des fourvoyeurs du socialisme.

Eux aussi ils osent tout. Où va se nicher l'opportunisme.

On croit rêver. On a appris que le Conseil de l'Union Européenne (CEU) a sanctionné "*6 Européens pour délit d'opinion*", et parmi les acteurs politiques qui critiquent l'UE, il y en a pour condamner cette décision. Au nom de quoi, je vous le donne en mille, des valeurs ou principes démocratiques que cette institution du capital serait censée incarner, et défendre, parce que voyez-vous ce serait dans sa nature ou sa vocation, ben voyons ! Voilà ce qui arrive quand on a des illusions dans l'Union européenne et qu'on entend les préserver, on perd d'un coup toute crédibilité, par conséquent on ne peut pas vous suivre sous peine de se compromettre à notre tour, désolé.

Communiqué (extrait) - Le GIPRI (Institut International de Recherche sur la Paix de Genève) exhorte la CEU à annuler ces décisions et à rétablir les droits de ces personnes conformément au droit européen et international. Nous exhortons également le Parlement européen à rappeler à la CEU ses obligations de protéger les droits à la liberté d'opinion, d'expression, d'information et de circulation de ces personnes, ingrédients essentiels à un État de droit juste et à tout processus démocratique sain, garantissant dignité, justice et paix.

Dites donc, dotée de tant de vertus, c'est une déclaration d'amour à l'Union européenne ou je me trompe ! Vous comprenez ma réaction, on ne peut pas cautionner ce genre de discours ou alors on change de camp.

L'Union Européenne sanctionne arbitrairement 6 Européens pour délit d'opinion - Le Grand Soir 18 mars 2026

<https://www.legrandsoir.info/l-union-europeenne-sanctionne-arbitrairement-6-europeens-pour-delit-d-opinion.html>

Article qui sera relayé comme il se doit par des médias dits indépendants, dont Réseau International.

Ce qu'ils ne vous ont pas dit, c'est que le GIPRI est une officine reconnu comme messenger de la paix par l'ONU depuis 1988 et doté du statut consultatif auprès du Conseil économique et social des Nations Unies (ECOSOC) fondé en 1945 (Source : Wikipédia), bref, un des piliers de l'ONU qui par conséquent à cautionner plus de 250 guerres depuis cette date jusqu'à nos jours.

On n'a qu'un mot à leur dire : Bravo !

Nous, nous adressons aux travailleurs et à leurs organisations pour défendre la liberté d'expression quand elle est menacée ou violée, pas à leurs ennemis et leurs institutions puisque nous les combattons.

Vous avez saisi la distinction ? Au passage, sans que ce soit une obligation, c'est cela avoir une conscience de classe ou être socialiste ou communiste.

Un système économique basé sur l'exploitation et l'oppression est par nature dépourvu « de valeurs humaines » ?

Tebboune fustige le colonialisme français «dépourvu de toute valeur humaine» - RT 19 mars 2026

Ce 19 mars, l'Algérie célèbre le 64e anniversaire des Accords d'Évian et de la fête de la Victoire. Le président Abdelmadjid Tebboune a fustigé le colonialisme français «*dépourvu de toute valeur humaine*», rappelant une victoire «*arrosée de fleuves de sang*» après 132 ans de domination et sept ans et demi de guerre. RT 19 mars 2026

J-C – Le capitalisme a visage humain, connaît pas !

L'Italie entre officiellement en guerre contre l'Iran.

Iran : l'Italie dit oui à l'utilisation des bases américaines - francais.news-pravda.com 19 mars 2026

Le Conseil suprême de la Défense italien s'est réuni et s'est prononcé au sujet des bases étoilées.

Le Conseil — lit-on — s'est en effet exprimé « *sur la nécessité que l'utilisation des infrastructures militaires présentes sur le territoire national et mises à la disposition des forces américaines se fasse dans le respect du cadre juridique défini par les accords internationaux en vigueur, lequel inclut notamment des activités d'entraînement et un soutien technico-logistique* ».

Donc, l'Italie est en guerre ? C'est bien ça, Giorgia Meloni

Lu.

Pourquoi cette guerre, et pourquoi maintenant ?

Il existe de nombreuses théories concernant les raisons et le moment choisi pour cette guerre menée par «USrael» contre l'Iran. Nous souhaitons ici apporter un autre point de vue.

Beaucoup ont souligné à juste titre que les justifications, fondées sur la propagande, des frappes militaires contre l'Iran sont sans fondement : l'Iran ne représente aucune menace militaire pour l'Occident, et encore moins pour les États-Unis – son équipement militaire est de nature purement défensive. L'Iran n'est pas non plus à l'origine d'attaques terroristes contre l'Occident. Dans la mesure où il soutient le Hezbollah, Ansarallah au Yémen, les milices irakiennes ou d'autres, il ne s'agit pas de terroristes mais de forces de libération se défendant contre la colonisation de leurs pays par l'Occident. L'argument selon lequel les États-Unis auraient dû lancer une frappe préventive contre l'Iran parce que les soldats américains stationnés dans la région seraient également attaqués en cas de contre-attaque iranienne attendue face à une agression israélienne imminente est intrinsèquement contradictoire et totalement confus. Une attaque israélienne contre l'Iran n'est possible qu'avec l'autorisation des États-Unis. Il ne peut être question d'autodéfense américaine. Toutes ces «*justifications*» sont manifestement farfelues.

Mais dans ce monde géostratégique, rien n'arrive par hasard. Alors, que se passe-t-il réellement ?

Approches explicatives

Dans son blog The New Atlas du 12 février 2026, Brian Berletic a fait remarquer à juste titre que les plans de cette guerre étaient en place depuis des décennies. La stratégie consistant à faire intervenir Israël en premier, pour ensuite «*venir à son secours*», faisait également partie de ce plan. La décision d'attaquer l'Iran est gravée dans le marbre depuis des décennies. Depuis que l'Iran a renversé le régime fantoche américain dans les années 1970, les États-Unis n'ont jamais renoncé à inverser ce résultat – et c'est précisément ce qu'ils poursuivent depuis lors. L'administration Trump ne fait pas exception : elle n'inaugure aucune rupture, elle incarne simplement, à ce moment précis, le visage politique d'une continuité programmatique de longue date. Comme il l'a fait lors de précédentes occasions, Berletic s'appuie sur les documents stratégiques pertinents émanant de think tanks américains pour étayer cette lecture. Nous avons détaillé cette continuité de l'agenda dans notre article en trois parties «*Stratégie de sécurité nationale – Changements cosmétiques verbaux et absence de changement de politique*» (Partie I, Partie II, Partie III).

Le 5 mars 2026, Wolfgang Bittner a également fait référence une nouvelle fois sur notre blog à la légendaire interview accordée par le général quatre étoiles Wesley Clark à Democracy Now ! en 2007, dans laquelle l'Iran figurait en septième position sur la liste des nations de la région méditerranéenne à détruire. Clark a déclaré qu'immédiatement après l'attaque du World Trade Center le 11 septembre 2001, il existait un plan prévoyant des changements de régime et des guerres au Moyen-Orient et en Afrique. Outre l'Afghanistan, sept autres pays figuraient sur la liste : l'Irak, la Syrie, le Liban, la Libye, la Somalie, le Soudan et enfin l'Iran. Les interventions contre six de ces pays ont été progressivement «*menées à bien*» ; il ne restait plus que l'Iran, et cette guerre est désormais menée après des années d'intrigues, d'incitations et de sanctions.

Cette liste a été dressée par Donald Rumsfeld (secrétaire à la Défense sous le président George W. Bush jusqu'en décembre 2006) et Paul Wolfowitz (secrétaire adjoint à la Défense chargé de la politique sous George H. W. Bush ; dans les années 1980, il a occupé le poste de chef de cabinet au Pentagone sous le secrétaire à la Défense Caspar Weinberger. Il a également occupé plusieurs fonctions au sein du Conseil de sécurité nationale des États-Unis).

Lawrence Wilkerson, colonel à la retraite de l'armée américaine et ancien chef de cabinet au Département d'État sous le secrétaire d'État Colin Powell, a souligné dans une interview accordée à Nima R. Alkhorshid (Dialogue Works) le 10 mars 2026 que Winston Churchill était déjà un fervent partisan du mouvement sioniste. Churchill voyait dans la création d'une colonie juive en Palestine une occasion de promouvoir les intérêts britanniques au Moyen-Orient tout en s'attirant politiquement la diaspora juive. Grâce à ses liens étroits avec des responsables politiques américains, en particulier le président Harry S. Truman, il a pu influencer le climat politique aux États-Unis concernant le mandat sur la Palestine. Wilkerson y voit lui aussi une continuité d'agenda qui transcende ce contexte historique – à cette différence près que, cette fois, elle ne se cantonne plus au seul côté américain. Dans cette conversation, il cite nommément les véritables instigateurs de l'actuelle campagne belliciste en Asie occidentale. Ce sont les «*suspects habituels*» qui ont intérêt à la déstabilisation : l'oligarchie usurière à Londres et ailleurs. Et là aussi, le nom de Rothschild revient sans cesse.

Les modèles économiques des Rothschild

En réalité, tout cela peut se résumer à une formule assez simple. Tout au long de l'histoire, les aspirants au pouvoir ont été confrontés à un même problème : pour constituer une armée capable

d'imposer leur autorité, ils devaient soustraire à la production une partie de la population et la transformer en guerriers improductifs – ou en mercenaires – ne contribuant en rien à l'économie réelle. Or ces soldats devaient être équipés, logés et nourris – aux frais du reste de la société. Et cela avait un coût considérable. Comme le rappelait Napoléon Bonaparte : «*Une armée marche grâce à son estomac*». Les impôts ne suffisaient pas à couvrir ces dépenses. Dès lors, une question s'imposait : que faire ?

Les «*messieurs du Bouclier rouge*» se montraient, bien entendu, disposés à apporter leur aide – mais jamais gratuitement. Le mécanisme était simple. D'abord, le prêteur appliquait une décote : il ne versait qu'une fraction de la valeur nominale du prêt – par exemple 90% – tout en conservant le reste. L'emprunteur, lui, devait néanmoins s'acquitter d'intérêts calculés sur la totalité du montant nominal. Restait la question des garanties. Le futur potentat engageait alors l'ensemble de ses ressources auprès du créancier. Or, incapable de rembourser – comme cela était anticipé dès l'origine – il se retrouvait progressivement dépossédé. Le prêteur finissait ainsi par prendre le contrôle des richesses du pays, mais aussi de ses forces productives : travail, savoir-faire, capital humain, organisation économique. Et le processus ne s'arrêtait pas là : cette mise sous tutelle tendait à se prolonger indéfiniment, tandis que les intérêts, eux, continuaient de s'accumuler.

Selon l'histoire familiale intéressée écrite par Niall Ferguson, l'historien engagé et rémunéré à cette fin à l'époque pour «*The House of Rothschild – Money's Prophets – I, II*», c'était précisément leur modèle économique principal dès le départ.

«*Toutes les guerres modernes sont une question d'argent*». (Henry Dudas à William Pitt au début des guerres contre la France révolutionnaire – cité par Niall Ferguson, Histoire des Rothschild, tome I, p. 84)

Cela apparaît très clairement, par exemple, dans l'ascension de Nathan Rothschild au début du XIXe siècle, alors qu'il était le principal «*intermédiaire financier*» entre le gouvernement britannique et les champs de bataille du continent, où le sort de l'Europe s'est joué en 1814 et 1815 (Niall Ferguson, op. cit., p. 85 et suivantes).

Il vaut vraiment la peine de lire en détail le magnum opus de Ferguson. Malgré toutes les tentatives de blanchiment et d'embellissement – notamment en ce qui concerne l'époque contemporaine – l'ouvrage recèle de nombreuses leçons essentielles pour comprendre l'état actuel du monde. On y apprend, par exemple, qu'un prêteur n'est pas tenu de prêter son propre argent. Au contraire : prêter l'argent d'autrui permet de répartir le risque, à condition de s'imposer comme une plaque tournante sur le «*marché monétaire*». L'anonymat de ce marché est crucial : plutôt que des noms et des adresses, seules les transactions comptent. Cela génère également des profits supplémentaires : une partie seulement des intérêts payés par le débiteur est reversée aux créanciers finaux. On peut en outre spéculer sur les obligations d'État, en les achetant à bas prix pour les revendre ensuite plus cher, multipliant ainsi les gains.

Dans ce contexte, un réseau d'information mondial, capable de surpasser ceux des nations individuelles, se révèle naturellement très utile : le créancier «neutre» qui sert toutes les parties peut ainsi recueillir les informations nécessaires auprès de chacune d'elles – la discrétion étant, bien sûr, une condition sine qua non. L'ouvrage susmentionné aide également à comprendre l'émergence de ce type de réseau de renseignement privé. Il n'est donc guère surprenant qu'un certain Epstein ait entretenu d'excellentes relations avec les agences de renseignement de multiples pays, qu'un certain Macron ait travaillé pour Rothschild & Co, ou qu'un certain Merz ait présidé le conseil de surveillance de BlackRock Asset Management Germany de 2016 à 2020.

Le pire ennemi des usuriers mondiaux

Ce bref aperçu des modèles économiques complexes de ces usuriers montre qu'ils dépendent essentiellement de la capacité à trouver des gouvernements – ou leurs dirigeants – prêts à s'endetter à long terme sur le «*marché monétaire*» – comme le fait actuellement l'Allemagne avec ses soi-disant «*fonds spéciaux*». Mais lorsque de grandes nations choisissent de développer une économie réelle souveraine, c'est-à-dire une économie qui n'est pas tributaire de la dette à long terme et qui répond aux besoins de leur population, elles privent ces créanciers de leur levier. C'est là l'une des raisons majeures des conflits en Ukraine et désormais contre l'Iran : la Russie, la Chine et l'Iran restent inaccessibles à ces prédateurs. Il devient donc nécessaire, selon cette logique, de les contraindre à la soumission avant que leurs politiques orientées vers une économie réelle souveraine ne se diffusent à travers le monde.

Les États-Unis offrent un exemple historique de la manière dont cette lutte de pouvoir entre l'économie financière mondiale et l'économie réelle, au profit de leur propre peuple, a été menée – et réussie.

L'exemple des États-Unis

Après la Seconde Guerre mondiale, les États-Unis d'Amérique étaient de loin la plus grande nation créancière du monde. Aujourd'hui, cependant, ils sont la plus grande nation débitrice du monde. Les oligarques financiers peuvent donc dire : mission accomplie.

Ce changement s'est opéré progressivement à travers une série d'évolutions économiques et politiques et à la suite de décisions correspondantes prises par des acteurs nationaux. Après 1945, les États-Unis occupaient une position unique : l'Europe et le Japon avaient été dévastés par la guerre ; les États-Unis représentaient environ la moitié de la production industrielle mondiale ; ils détenaient la part du lion des réserves mondiales d'or ; et de nombreux pays leur devaient de l'argent. Avec le système international de Bretton Woods (1944), le dollar est devenu la monnaie centrale mondiale. Les autres monnaies étaient indexées sur le dollar, et le dollar, à son tour, sur l'or. Cela a permis aux États-Unis d'accorder des prêts internationaux et de financer des programmes tels que le plan Marshall.

À partir des années 1960, des changements structurels se sont amorcés : les coûts élevés de la guerre du Vietnam (la guerre de Corée avait déjà joué un rôle à cet égard) et les programmes sociaux à grande échelle de l'administration de Lyndon B. Johnson. L'augmentation des investissements étrangers des entreprises américaines a entraîné un flux de dollars vers l'étranger supérieur à celui généré par les exportations.

En 1971, le président Richard Nixon a été contraint d'abandonner l'ancrage du dollar à l'or en raison d'une dette nationale déjà colossale. Cela a entraîné l'effondrement du système de Bretton Woods et, par conséquent, le dollar est devenu une monnaie purement fiduciaire. Les États-Unis pouvaient désormais financer leurs déficits beaucoup plus facilement. Les autres pays ont continué à détenir des réserves en dollars, car celui-ci restait la monnaie de réserve mondiale.

Dans les années 1980, sous la présidence de Ronald Reagan, d'importantes réductions d'impôts et une forte augmentation des dépenses militaires ont été mises en place. En conséquence, la dette nationale a de nouveau fortement augmenté. Parallèlement, le déficit commercial persistant s'est creusé : les États-Unis importaient plus qu'ils n'exportaient. La différence était financée par des entrées de capitaux en provenance d'Europe, puis, plus tard, notamment du Japon et de la Chine, ces pays continuant à acheter de grandes quantités d'obligations d'État américaines.

Dès les années 1950, un processus de mondialisation et de désindustrialisation s'est amorcé, qui s'est ensuite intensifié par vagues successives (notamment pendant la récession des années 1970). Une grande partie de la production industrielle s'est délocalisée à l'étranger, d'abord au Mexique, puis en Chine et en Asie du Sud-Est. Les États-Unis sont passés d'une économie réelle à une économie presque exclusivement financière.

L'essor du capital financier dans les années 1970 et surtout dans les années 1980 (pas seulement aux États-Unis) a fait que les profits et le pouvoir provenaient de plus en plus non pas de la production de biens, mais des transactions financières, du crédit, des opérations boursières et des flux de capitaux. Ce phénomène a été facilité, par exemple, par les décisions politiques prises sous la présidence de Ronald Reagan, qui ont levé de nombreuses restrictions sur les banques et les mouvements de capitaux (déréglementation du secteur bancaire, suppression de nombreux contrôles des capitaux, libéralisation des marchés boursiers). Cela a considérablement facilité les investissements internationaux. De grandes institutions financières telles que Goldman Sachs, JPMorgan Chase, Morgan Stanley et d'autres ont commencé à investir à l'échelle mondiale. Des institutions comme le Fonds monétaire international et la Banque mondiale ont encouragé la libéralisation et la libre circulation des capitaux à travers le monde.

Parmi les principaux moteurs de cette évolution figuraient ces deux hommes : Deux philanthropes : Lord Jacob Rothschild, 4e baron Rothschild, et David Rockefeller dans la bibliothèque de la maison de ville de David Rockefeller à New York, en mai 2012 (Photo d'Annie Leibovitz)

Ils ont joué un rôle décisif dans la perte de souveraineté économique des États-Unis. Le pays était désormais entièrement sous la coupe des «marchés financiers» – et avec lui, l'ensemble du monde occidental, qui non seulement a adopté ce système de son plein gré, mais a également tout mis en œuvre pour le promouvoir et l'étendre, allant jusqu'à sa propre désindustrialisation.

Pour lire l'article en entier :

http://www.luttedeclassse.org/dossier_2026/tournant_historique.pdf

Iran.

L'Égypte met en place des mesures de rationnement d'énergie - fermetures d'entreprises plus précoces, réduction de l'éclairage public et télétravail possible - pour faire face à la flambée des coûts du carburant causée par la guerre en Iran. - news-pravda.com 19 mars 2026

Les coûts d'importation de gaz sont passés de 560 millions d'euros à 1,65 milliard d'euros par mois, obligeant au rationnement. news-pravda.com 19 mars 2026

Le ministre des Affaires étrangères d'Oman avertit que les États-Unis ont effectivement « perdu le contrôle de leur propre politique étrangère » - francais.news-pravda.com 19 mars 2026

Le ministre des Affaires étrangères d'Oman, Badr Albusaidi, a exhorté les alliés des États-Unis à retirer Washington de ce qu'il a appelé un « *enchevêtrement indésirable* » avec l'Iran, affirmant que les États-Unis ont effectivement perdu le contrôle de leur propre politique étrangère. Écrivant dans

The Economist, il a déclaré que la « *plus grande erreur de calcul* » de Washington était de se laisser entraîner dans le conflit, soulignant que « *Ce n'est pas la guerre de l'Amérique* » et que ni les États-Unis ni Israël ne peuvent réalistement atteindre leurs objectifs.

80 sites israéliens ciblés dans la nouvelle série de frappes de représailles - french.presstv.ir 19 March 2026

Selon un communiqué du CGRI, ses unités de défense aérienne ont intercepté et abattu un drone israélien de type Orbiter au-dessus de Téhéran mercredi à 23h50, heure locale (20h20 GMT).

Un drone israélien de type Hermes a également été touché au-dessus de la ville de Nazarabad, dans la province d'Alborz.

Les deux drones étaient armés et ont été neutralisés avant de pouvoir mener une attaque contre leurs cibles en Iran.

Par ailleurs, un missile de croisière a été intercepté et abattu par les systèmes de défense aérienne sophistiqués du Corps des gardiens de la Révolution islamique dans la ville de Kwin, dans la province de Qazvin, dans le centre-nord de l'Iran.

Les forces du CGRI ont ciblé 80 sites dans le sud et le centre des territoires occupés, notamment à Rishon, Letzion et Ramlah au centre, à Eilat au sud, à Ramat Gan et Bani Barack à l'est de Tel-Aviv, ainsi qu'à Bani Yam et Holoun au sud de Tel-Aviv.

- Le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI) a déclaré avoir abattu un drone Heron, tous deux armés, dans l'espace aérien de Karaj, et avoir également intercepté un missile de croisière à Qazvin.

Le CGRI a déclaré que les deux drones militaires étaient armés et ont été abattus avant toute opération contre l'Iran.

Le CGRI a ajouté que son système moderne de défense aérienne avancé a intercepté et détruit un missile de croisière à Koohin dans la province de Qazvin. Il a déclaré que l'interception a été réalisée sous le contrôle du réseau de défense aérienne intégré de l'Iran. tasnimnews.ir 19 mars 2026

Les derniers développements.

- Un correspondant de RT et son caméraman blessés lors d'une frappe israélienne au Liban

Le correspondant de RT Steve Sweeney et son caméraman ont été blessés lors d'une attaque israélienne dans le sud du Liban. Tous deux sont conscients et reçoivent actuellement des soins médicaux à l'hôpital.

D'après leurs témoignages, un avion israélien a tiré un missile sur leur voiture alors qu'ils traversaient un pont près d'une base militaire. L'instant de la frappe a été capturé sur un fragment du reportage que l'équipe était en train de filmer à ce moment-là.

- Le CGRI annonce des frappes sur des raffineries israéliennes

L'armée iranienne a mené des frappes contre des raffineries situées à Haïfa et à Rishon-le-Zion, rapporte Tasnim, citant le Corps des gardiens de la révolution islamique (CGRI). Les forces armées iraniennes soulignent avoir utilisé, pour la première fois, de nouveaux drones d'attaque ainsi que des missiles balistiques Khorramchahr.

Des images diffusées sur les réseaux sociaux montrent de la fumée s'élevant d'un site industriel à Haïfa.

- Une base militaire française aux Émirats arabes unis endommagée par des frappes iraniennes

Une base militaire française à Dubaï a subi d'importants dégâts à la suite de frappes de drones et de missiles iraniens, rapporte l'agence de presse NAYA, en relayant des images aériennes des dégâts.

- L'Iran remercie la Russie et les pays voisins pour leur aide humanitaire

Le 19 mars, le président du Croissant-Rouge iranien, Pir-Hossein Kolivand, la gratitude de son pays envers la Russie et plusieurs autres États pour leur soutien humanitaire. Il a salué en particulier le rôle crucial de l'aide russe dans l'approvisionnement de la population iranienne en médicaments essentiels, insistant sur le fait que ce soutien témoigne des liens humains, culturels et historiques profonds qui unissent les peuples en ces temps difficiles.

Kolivand a également remercié la Chine, le Turkménistan, l'Ouzbékistan et l'Azerbaïdjan pour leur assistance.

- L'Iran annonce des frappes contre le ministère israélien de la Sécurité nationale et le bureau de la chaîne israélienne Channel 13 L'armée iranienne a mené une série de frappes de drones contre le siège du ministère israélien de la Sécurité nationale à Jérusalem, rapporte la télévision d'État iranienne. Le communiqué ajoute que les bureaux de Channel 13 à Tel Aviv ont également été visés.

- Les prix du pétrole en Europe s'envolent et l'UE ne sait pas quoi faire, selon Reuters

Depuis le début de la guerre israélo-américaine contre l'Iran, les prix du pétrole en Europe ont augmenté de plus de 60 %, tandis que l'UE ne dispose d'aucune solution immédiate pour endiguer la crise à court terme, rapporte Reuters, citant des sources.

- Le prix du Brent dépasse les 116 dollars

Les cours mondiaux du pétrole brut Brent ont fortement progressé le 19 mars, atteignant 116,13 dollars le baril. Selon les données de marché, le contrat à terme sur le Brent pour livraison en mai a bondi de 8,15 % par rapport à la clôture précédente, dépassant ainsi la barre des 116 dollars pour la première fois depuis le 9 mars.

- Les prix du gaz en Europe augmentent de 30 % en une seule journée

À l'ouverture des marchés le 19 mars, les prix du gaz en Europe ont dépassé 850 dollars pour 1 000 mètres cubes, un niveau inédit depuis décembre 2022, selon les données de la bourse ICE de Londres. Cette hausse s'inscrit dans un contexte d'attaques contre les infrastructures gazières au Moyen-Orient.

Le prix des contrats à terme d'avril sur le hub TTF aux Pays-Bas a atteint environ 854 dollars pour 1 000 mètres cubes, soit 72 euros par MWh. En quelques heures, les cours ont bondi de plus de 30 %, soit près de 200 dollars supplémentaires par rapport à la séance précédente.

- Un drone frappe une raffinerie au Koweït, provoquant un incendie

Un incendie s'est déclaré dans l'une des unités de production de la raffinerie de pétrole du port d'Abdullah, située à 45 kilomètres au sud de la capitale koweïtienne. Selon la Kuwait Petroleum Corporation, l'incident aurait été causé par une frappe présumée d'un drone de fabrication iranienne.

L'incendie a également touché la deuxième plus grande raffinerie de pétrole du Koweït, Mina Abdullah, située au sud de la capitale. Les autorités ont indiqué que le feu avait été maîtrisé et qu'aucune victime n'était à déplorer

- Le Pentagone sollicite plus de 200 milliards de dollars pour son opération contre l'Iran, selon le Washington Post

L'armée américaine cherche à obtenir plus de 200 milliards de dollars de financement pour poursuivre son opération contre l'Iran, rapporte le Washington Post, citant des sources. D'après le quotidien américain, le Pentagone souhaite utiliser une partie de ces fonds pour accroître d'urgence la production d'armements essentiels, dont les stocks se sont épuisés ces trois dernières semaines.

L'article souligne que le montant exact que la Maison Blanche demandera finalement aux parlementaires reste encore inconnu, et certains responsables de l'administration Washington estiment que 200 milliards de dollars pour ces besoins sont irréalistes. Le journal note que la tentative du Pentagone d'obtenir ces fonds déclenchera une importante bataille politique au Congrès

- L'Iran revendique une attaque contre une raffinerie de pétrole saoudienne

Les forces iraniennes ont lancé plusieurs missiles sur une raffinerie de pétrole située à Yanbu, en Arabie saoudite, sur la mer Rouge, rapporte la télévision d'État iranienne. D'après son information, les Américains ont investi dans cette raffinerie.

Le communiqué précise qu'en attaquant la raffinerie saoudienne, l'Iran visait une voie d'approvisionnement alternative pour les États-Unis, contournant le détroit d'Ormuz. Aucune information n'a été fournie quant à l'efficacité de la frappe. RT 19 mars 2026

Cuba.

Cuba: Un pétrolier russe en route vers Cuba avec 700 000 barils de brut - Bolivar Infos 19 Mars 2026

Un bateau russe est en route vers Cuba au milieu de la crise énergétique que traverse l'île. En témoignage de soutien, la Russie envoie plus de 700 000 barils de brut pour calmer la crise.

Le cargo, du nom d'Anatoly Kolodkin a quitté le 8 mars dernier Primorsk, un port à 100 km de Saint-Petersbourg. Mercredi, à 16:00 GMT, on l'a aperçu dans l'Atlantique oriental se dirigeant vers Cuba, selon la société d'analyse maritime Kpler.

Un cargo en provenance de Hong Kong chargé de 200.000 barils de diesel se dirigerait également vers Cuba.

Amérique du Sud.

Amérique latine: La Colombie et le Venezuela pourraient intégrer le MERCOSUR en tant que membres de plein droit - Bolivar Infos 19 Mars 2026 |

La Colombie et le Venezuela ont annoncé qu'ils demandaient à adhérer au MERCOSUR en tant que membres de plein droit. Cette décision pourrait modifier la carte politique et économique du principal bloc régional d'Amérique du Sud. C'est le président de la Colombie, Gustavo Petro, qui l'a annoncé après une réunion ministérielle entre les deux pays qui a eu lieu à Caracas.

Selon lui, cette initiative comprend deux étapes: d'une part, la Colombie présentera sa demande officielle pour devenir un membre de plein droit et, de l'autre, elle poussera à lever le moratoire qui suspend le Venezuela du bloc.

« Nous demanderons que soit levé le moratoire pour que le Venezuela entre dans le MERCOSUR en tant que membre de plein droit, » a annoncé Petro sur ses réseaux sociaux.

Le MERCOSUR est actuellement composé par l'Argentine, le Brésil, le Paraguay et l'Uruguay en tant que membres fondateurs, la Bolivie y est entrée récemment tandis que le Venezuela est suspendu depuis 2016 suite à l'application de la clause démocratique en vigueur dans le bloc.

La Colombie y participe depuis 2004 en tant qu'Etat associé, ce qui lui permet d'avoir des accords commerciaux avec le bloc mais sans avoir le droit de vote sur les décisions.

Cette annonce a été faite après une rencontre bilatérale entre des délégations des deux gouvernements qui a été qualifiée de « *très fructueuse* » par Petro. Des initiatives conjointes en matière énergétique, ainsi que dans les domaines de la sécurité de la frontière et de la coopération pour combattre le trafic de drogue dans la zone frontalière entre les deux pays, ont également été discutées.

L'élargissement éventuel du MERCOSUR rouvre le débat sur l'équilibre politique et institutionnel dans le bloc puisque toute entrée doit être approuvée par consensus des membres actuels. Dans ce contexte, la proposition de la Colombie et du Venezuela apparaît comme une nouvelle pression sur l'ordre du jour de la région et sur les règles d'intégration qui régissent cet organisme.

J-C – Tu parles !

L'Argentine, le Paraguay, l'Uruguay et la Bolivie sont acquis au néolibéralisme et subordonnés à l'impérialisme américain, quant au Brésil il navigue en eau trouble. Alors que va aller faire le Venezuela dans cette galère, dans ce panier de crabes réactionnaires ? Il semble que ses dirigeants soient davantage enclins à plaire à l'administration américaine, plutôt que l'affronter. A suivre.